



**Vendredi
1^{er} janvier 2021**

Pour nous suivre :

Site internet :
[https://www.
lutte-ouvriere.org](https://www.lutte-ouvriere.org)

Facebook :
[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :
courrier postal :
Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44
mail :
[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :
[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 17-imp.spé.LO

Nos souhaits pour 2021 :

Que les travailleurs retrouvent le chemin de la conscience de classe et des luttes collectives

En 2020, le système capitaliste a montré à quel point il était à bout de souffle.

Le virus qui est apparu aurait pu souder l'humanité dans une lutte commune. Au contraire, dans cette société capitaliste, celui-ci a agi comme un révélateur. La fragilité de l'économie a fait que les quelques mesures prises pour enrayer l'épidémie ont déclenché une crise économique mondiale.

Le système de production, capable d'envoyer une voiture de luxe en orbite s'est montré incapable de fournir en suffisance des masques et des respirateurs en temps et en heure. Le système de santé, qui permet des prouesses pour quelques-uns, n'a pu faire face qu'en recourant à une mesure venue du Moyen-Âge : le confinement de toute la population.

L'impuissance du gouvernement face à l'épidémie n'est pas technologique, mais sociale.

Tout ce qui a fonctionné a été ce qui a cherché à échapper au profit. Ce sont les initiatives, l'ingéniosité des soignants et de toute la population qui ont permis de faire face, pas les ordres contradictoires venus d'en-haut.

Si un vaccin a pu être produit en un temps record, c'est malgré les obstacles que constituent la concurrence entre équipes de différents laboratoires, et c'est grâce aux recherches sauvées des coupes budgétaires ces dernières années. Et si la confiance est limitée dans

la population, ce n'est pas par manque de connaissances scientifiques partagées, mais du fait des nombreux scandales sanitaires liés à l'appât du gain.

L'aggravation de la crise économique a plongé encore davantage de travailleurs dans la pauvreté.

En Haute-Marne, 4500 personnes sont contraintes de survivre avec le RSA, pour une population en âge de travailler de 105 000 habitants. À l'autre pôle de la société, les plus riches ont encore vu progresser leur fortune, au point que les 26 plus grosses fortunes de la planète possèdent autant que les 3,5 milliards d'humains les plus pauvres.

Il est plus que temps de mettre fin à ce système dément, et pour cela, il faut que ceux qui font tourner le système, c'est-à-dire la classe ouvrière, re-

vendiquent de diriger eux-mêmes toute la société.

La façade démocratique de notre société s'effrite aujourd'hui, et cache de plus en plus mal que nous sommes gouvernés par des serviteurs de la classe dominante : la grande bourgeoisie.

Seule la classe des travailleurs peut lutter efficacement contre cette dictature.

Il nous faudra reprendre confiance dans notre force collective, et imposer de pouvoir tous vivre de notre travail, ce qui ne peut conduire qu'à renverser le système capitaliste lui-même.



Brexit : les travailleurs n'ont pas de patrie

Le laborieux accord entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne entrera en application ce 1^{er} janvier.

Affairistes et capitalistes de tout poil peuvent s'estimer satisfaits : une zone sans quotas ni droits de douane sera maintenue pour un temps. Par contre, il faudra désormais un visa et bien des complications administratives pour passer d'un côté ou de

l'autre de la Manche.

Cela ne protégera pas les travailleurs de Grande-Bretagne de la misère, du chômage et de la rapacité des capitalistes, et ce Brexit ne profitera en rien non plus aux travailleurs du continent.

Face au poison du nationalisme, une seule réponse : par-delà les

frontières, travailleurs de tous les pays unissons-nous !



Argentine : une victoire pour le droit des femmes

En Argentine, par leurs luttes, les femmes viennent d'obtenir la légalisation de l'avortement sans restriction.



Depuis des années les manifestations se succèdent pour réclamer ce droit élémentaire.

Le poids de l'Église catholique et la misogynie du monde politique bourgeois privaient, au nom d'idées moyenâgeuses, les femmes de la liberté de choisir et de disposer de leur corps.

Chaque année, des centaines de milliers d'avortement clandestins étaient pratiqués dans des conditions d'hygiène souvent mauvaises,

conduisant près de 38 000 d'entre elles à l'hôpital, et certaines à la mort.

On comprend pourquoi la foule des manifestantes qui attendaient devant le Sénat a explosé de joie à l'annonce de la légalisation.

Il reste maintenant à obtenir que l'État argentin accorde à toutes les femmes les moyens concrets pour rendre l'accès à l'avortement facile et sans risque.

La mobilisation devra donc se poursuivre.

Troupes françaises, hors d'Afrique !

Trois soldats français sont morts au Mali. Ils faisaient partie des 5100 hommes qui mènent une guerre sans issue au Sahel depuis plus de six ans.

L'État français prétend protéger notre sécurité en intervenant, à des milliers de kilomètres d'ici, contre les groupes djihadistes. En fait, l'impérialisme français joue les gendarmes dans une région qu'il considère comme son pré carré.

Dans cette guerre, le sort des populations du Sahel importe peu.

Leurs conditions de vie ne cessent d'empirer, elles sont abandonnées par les États corrompus du Mali, du Niger ou du Burkina-Faso, tous alliés de la France.

Elles subissent les violences des djihadistes et celles des armées locales aux côtés desquelles l'armée française intervient. Loin d'affaiblir les djihadistes, cette situation leur permet de prospérer.

Les soldats français ne meurent pas pour notre sé-

curité mais pour le maintien de la présence des intérêts de capitalistes français dans ces pays d'Afrique.



Manque de médecins en Haute-Marne : la santé ou la concurrence ?

Un débat a eu lieu au conseil départemental de Haute-Marne à propos du manque de médecins venant s'installer en Haute-Marne.

Effectivement, le département perdant des emplois et même des habitants, les médecins libéraux préfèrent s'établir là où est la clientèle.

Quant aux médecins salariés des hôpitaux, certains préfèrent

visiblement les missions d'intérim courtes et bien payées à un poste permanent à l'hôpital.

Les différents départements rivalisent d'ingéniosité (en fait de cadeaux) pour faire venir quand même des médecins.

Au cours du débat, certains se sont souvenus qu'à l'ONF ou dans la gendarmerie, on affectait de manière obligatoire... C'est

également le cas dans l'Éducation nationale, même si ça ne leur est pas venu à la bouche.

Tant que les médecins seront amenés à raisonner comme des chefs d'entreprise, et non comme des soignants, ils s'établiront là où il se trouve une clientèle solvable, et non là où il manque vraiment des médecins.